Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 29 (1992)
Heft: 1075

Rubrik: Environnement et développement

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Quel dialogue Nord-Sud ?

L'Annuaire Suisse-tiers monde 1992 vient de paraître. Un document fondamental d'analyse sur une question où le scepticisme est de mise, mais en même temps désespérant.

(*rob*) L'*Annuaire Suisse-tiers monde*, publié par l'Institut universitaire d'études du développement, se porte bien. Il en est à sa onzième édition. Considéré comme un instrument unique et indispensable au travail de tous ceux qui s'occupent des relations de notre pays avec le tiers monde, il n'est heureusement pas menacé par les coupures budgétaires que la ville de Genève, le canton et la Confédération vont forcer l'Institut à faire, l'IUED ayant la sagesse de ne pas pratiquer de coupes linéaires mais d'opérer des choix dans ses activités.

Comme de coutume, l'*Annuaire* comprend une première partie consacrée aux événements de l'année écoulée. La deuxième partie, «Analyses et positions», traite de la Conférence de Rio de Janeiro sur l'environnement et le développement. Elle est suivie de la bibliographie de tout ce qui a été publié en 1991 en Suisse ou par des Suisses sur le développement, puis de statistiques.

Rio, juin 1992, un espoir auquel nombreux sont ceux qui ne croient pas. Il a fallu vingt ans depuis la Conférence de Stockholm sur l'environnement humain pour que les dirigeants du monde entier, à travers l'Assemblée générale des Nations unies, prennent au sérieux le premier rapport du Club de Rome; vingt ans pour que la globalité et l'interdépendance du problème soit reconnue; vingt ans pendant lesquels la dégradation de l'environnement a probablement été plus forte que pendant toute la vie de l'homme sur la terre.

Une Charte de la terre

Mais que disent les sceptiques ? Que le mammouth (selon l'*Annuaire*, on attend 20 000 participants à la Conférence) n'accouchera que d'une souris puisque la Charte de la Terre ne sera pas un instrument contraignant; que si la Conférence n'est pas assortie de moyens financiers, ses bonnes résolutions resteront lettre morte; que les dirigeants des pays industrialisés réclameront de leurs homologues des pays du tiers monde qu'ils arrêtent de saccager la forêt tropicale et que les dirigeants du tiers monde réclameront de nos pays qu'ils mettent un frein à l'émission de gaz toxiques pour l'atmosphère.

Les sceptiques ont sans doute largement raison. Mais la médiatisation assurée de l'événement contribuera à une prise de conscience à l'échelle planétaire. Il faudra ensuite que chacun de nous réfléchisse à son mode de vie et fasse pression sur son gouvernement pour la mise en œuvre des résolutions. La Banque mondiale pourra rehausser son image de marque auprès des tiers-mondistes en faisant de la protection de l'environnement la condition de certains prêts – cela l'arrangera d'avoir de nouvelles concessions à exiger, la politique économique de beaucoup de pays en développement étant bientôt plus efficace et plus libérale que celle des pays industrialisés.

Questions aux pays industrialisés

Mais au chapitre des conditions, le tiers monde pourra enfin dire: et vous ? qu'avez-vous fait pour l'environnement ? On critique souvent les gouvernements des pays en développement qui considèrent des conditions liées à la protection de l'environnement comme une ingérence dans leurs affaires intérieures. Mais que dirait-on si la Banque mondiale venant au secours des finances publiques en détresse de notre pays, nous demandait de réduire d'un tiers la circulation automobile ?

L'*Annuaire* présente toutes les positions suisses dans le débat: celles de l'administration fédérale, des mouvements tiers-mondistes et écologistes et de l'industrie. Les tiers-mondistes ne m'ont pas convaincue en attribuant tous les dommages causés à l'environnement dans le tiers monde à l'adoption du modèle économique capitaliste. C'est vrai que la pression démographique est en grande partie due à l'amélioration de la santé qui a été plus rapide que la hausse des revenus et c'est vrai que si on payait mieux le café et le thé, les pays en développement exporteraient peut-être moins de bois tropicaux. Mais il n'en reste pas moins que le facteur de déboisement et d'avancée du désert le plus important est le mode de cuisson traditionnel. En Afrique, dans les campagnes, des dizaines de millions de femmes vont chaque jour collecter du bois de chauffe pour préparer le repas familial qui nécessite plusieurs heures de cuisson. Chaque jour des dizaines de millions de feux s'allument sur le continent noir et consument, lentement mais sûrement, un patrimoine mondial. Combien de millions de francs ou de dollars faudrait-il pour fournir à ces familles, *gratuitement*, l'énergie nécessaire ? Un jour où j'assistais à une faramineuse contrebande de riz, je me suis insurgée contre l'importation de ce produit de «luxe» et j'ai vanté la consommation des produits locaux. Mon interlocuteur africain m'a rétorqué que la cuisson du riz était au moins six fois plus courte que celle du traditionnel «fufu», qu'il représentait donc une économie d'énergie considérable et une «libération» pour les femmes. Nestlé a aussi mis au point du «fufu» en poudre auquel il suffit d'ajouter de l'eau. La quadrature du cercle pour un tiers-mondiste-écolo-féministe épris d'indépendance économique.

Un centre mondial en Suisse ?

Que peut faire la Suisse à la Conférence de Rio de Janeiro ? Alain Clerc pense que notre pays, ayant déjà instauré des normes plus sévères que d'autres pays, a stimulé l'innovation et la création de produits et de services qui peuvent être exportés. Pour lui, *«une attitude de repli au premier sommet des chefs d'Etat de notre planète paraîtrait incompréhensible»*.

La Suisse a depuis longtemps favorisé de nombreuses initiatives écologiques sur le plan international. Alain Clerc en voit cinq qu'elle pourrait défendre à Rio: un Centre mondial d'intervention et d'assistance en cas d'accident sur le modèle de la Croix Rouge; le renforcement de la surveillance, y compris l'inspection et l'arbitrage; la création d'une Académie mondiale de l'environnement; le renforcement des organes de coordination des Nations Unies et celui du Conseil de sécurité *«qui pourrait se doter d'un organe prêt à intervenir en cas de menaces environnementales ou de graves litiges écologiques»*.

On a l'air d'être loin de la biosphère, du concept de développement durable et des changements de notre mode de vie qu'il conviendrait d'effectuer pour sauver la planète. Mais les spécialistes jugeront et les propositions ci-dessus concernent les moyens et non les buts à atteindre. ■